



HAL
open science

L'économie est avant tout un acte politique

Colin Hay, Andy Smith

► **To cite this version:**

| Colin Hay, Andy Smith. L'économie est avant tout un acte politique. 2018. halshs-02189490

HAL Id: halshs-02189490

<https://shs.hal.science/halshs-02189490>

Submitted on 22 Sep 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

L'économie est avant tout un acte politique

Andy Smith et Colin Hay

À rebours de l'adage que l'été fournit à tous un temps de réflexion, le fatalisme ambiant qui marque cette rentrée montre la force continue des idées reçues, notamment celle qui veut que l'économie est autonome de la politique.

Ce postulat, issu d'une vulgate de la pensée libérale continue de structurer fortement la plupart [des travaux des économistes « néo-classiques »](#), ainsi que leur critique simpliste [d'autres approches](#).

À la place d'une telle obstruction à la pensée et à l'action, ce dont l'espace public a besoin est une économie politique véritable, c'est-à-dire une perspective qui démontre systématiquement que la politique implique constamment les choix sur la manière dont nos sociétés se gouvernent. Et, par conséquent, que sa relation à l'économie – soit le financement, la production et la distribution de biens et de services – est intrinsèquement interdépendante.

Ce constat de base a non seulement été développé par des fondateurs des sciences sociales comme [Max Weber](#) et [Émile Durkheim](#), mais aujourd'hui il est aussi à la racine des analyses effectuées par un large échantillon d'économistes, de sociologues et de politistes tels que le sociologue [Neil Fligstein](#) ou encore l'économiste Robert Boyer. Ce dernier, récemment interviewé par le quotidien *Libération* expliquait ainsi comment [« Les politiques servent la finance quand il faudrait la mettre sous tutelle »](#).

Deux dossiers d'actualité « brûlants » révèlent l'importance d'aborder cette interdépendance de front, et ceci autant sous l'angle de l'action que de son analyse.

Douloureux Brexit

Le premier concerne le « Brexit », ou plus exactement la négociation en cours pour formaliser la relation future entre l'Union européenne (UE) et le Royaume-Uni.

Du côté britannique les positions du gouvernement ont été établies dans la douleur, souvent sans grande cohérence par exemple [sur la frontière irlandaise](#), et en aboutissent à des contradictions flagrantes. Ainsi, comment vouloir s'extraire des règles du marché unique tout en vantant les mérites d'une [union douanière de chaque côté de la Manche](#) qui les reconduirait très largement ? Ou, au contraire, [dans la lignée de Boris Johnson et de l'UKIP](#) (parti d'extrême droite) comment est-ce possible ne décréter ne plus vouloir respecter de telles règles tout en poursuivant allègrement les transactions des entreprises britanniques avec le reste de l'UE ?

Ces contradictions sont d'abord dictées par les divisions [au sein du Parti conservateur](#), sans qu'il prenne en compte ni leurs effets socio-économiques, ni l'interdépendance entre ces derniers et des enjeux politiques beaucoup plus profonds, en premier lieu l'[avenir du modèle capitaliste britannique](#).

Mais il importe aussi d'être lucide lorsque l'on décrypte les positions défendues [par l'UE](#). Par exemple, pourquoi, dans une négociation politique de ce type, donner autant de crédit au [raisonnement dominant](#) qui réduit ce qui est en jeu à un simple combat juridique et intergouvernemental ?

Pourquoi ne pas plutôt prendre en compte l'impact probable du Brexit sur l'activité socio-économique sur les deux côtés de la Manche en cherchant des arrangements optimaux puis en [les encadrant par le droit](#) ?

Sacralité du marché unique ?

On peut comprendre que certains représentants de la Commission européenne, et en premier rang desquels le négociateur de la [Commission européenne pour le Brexit Michel Barnier](#), s'arc-boutent pour défendre la « [sacralité](#) » du [marché unique](#). Cependant l'enjeu économique et social que représente le Brexit est trop important pour que les choix politiques à prendre soient délimités par une vision de sa régulation (libérale) aussi idéologiquement orientée.

Procéder ainsi conduit à occulter de suite des opportunités politiques que le Brexit pourrait néanmoins ouvrir pour « sortir par le haut » de la situation politico-économique actuelle. Par exemple, les relations commerciales futures entre l'UE et le Royaume-Uni pourraient également être indexées par rapport à de nouvelles normes pour protéger l'[environnement](#) au sein de nombreuses industries polluantes, des normes plus exigeantes permettant par ailleurs de mieux respecter l'accord de Paris sur le changement climatique.

Ce qui nous amène à notre deuxième illustration de l'interdépendance entre l'économie et la politique : « la transition écologique ». Comme de nombreux commentaires après la démission de Nicolas Hulot l'[ont déjà bien souligné](#), il y a une incompatibilité structurelle entre les acteurs qui cherchent à réduire nos émissions de carbone en protégeant fortement l'environnement et ceux qui, au contraire, croient fermement que la croissance économique doit toujours se faire à l'aide de « [progrès technologiques] » (tels que le véhicule électrique) (voir notamment les chapitres de [Y. Rumpala et de A. Sergent dans notre ouvrage collectif](#)).

Vers un capitalisme civique

Mais il faut aussi saisir à quel point cette deuxième position s'appuie sur une analyse biaisée qui autonomise l'économique par rapport au politique. C'est ainsi, par exemple, que dans *Le Monde* du 8 août 2018, Brice Lalonde, ancien ministre de l'Environnement et actuellement représentant de l'ONU pour le développement durable, [déclare sans sourciller](#) que « personne ne sait comment faire, ni par où commencer ni même comment imaginer la société écologique au bout de la transition ».

Outre le fait que ce type de postulat tourne le dos à une [pléthore de recherches et de résultats qui le contredisent](#), il est au centre d'un discours performatif qui doit être critiqué. Non seulement car, en matière économique, [il découle d'une pensée déterministe et libérale](#), mais surtout car il supprime toute discussion possible de stratégies économiques et politiques alternatives.

Celles-ci impliqueraient ainsi de revoir fondamentalement nos modes de production, de consommation (d'énergie, d'alimentation, de biens en plastique...) et de mobilité. Autrement dit de poser les bases de ce que nous appelons un [« capitalisme civique »](#).

Un acte fataliste voire cynique

Certes « la transition écologique » soulève de nombreuses incertitudes et des choix politiques qui ne sont pas faciles à préparer et à prendre. Mais prétendre qu'une économie apolitique impose des définitions restreintes à ces problèmes et des antidotes conservateurs consiste déjà en un acte politique, fataliste voire cynique.

Les deux exemples pris montrent que la distinction entre politique et économique est, et a toujours été, fictive.

Nous ne pouvons plus accepter cet obstacle à la connaissance sur les formes prises par l'interdépendance entre l'économie et la politique et ses multiples effets sociaux.

Dictionnaire d'économie politique, presses de Sciences Po, 2018.

Colin Hay et Andy Smith ont dirigé [le Dictionnaire d'économie politique](#) qui vient d'être publié par les Presses de Sciences Po.